

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

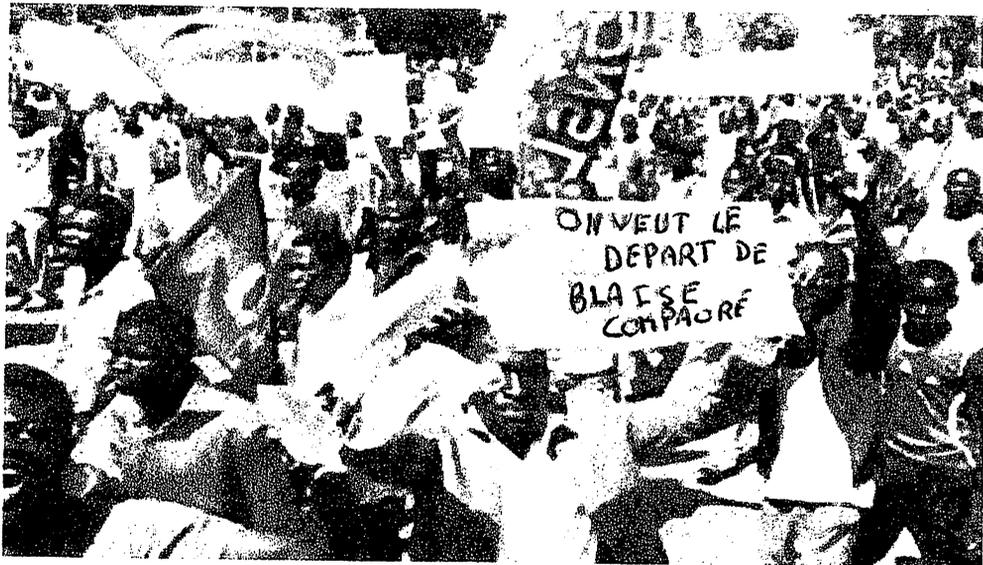
ISSN 0241 0494

Le 24 avril 2011

N° 373

PRIX : 0,60 Euro

BURKINA FASO



UN REGIME AUX ABOIS FACE

A LA VAGUE DE CONTESTATIONS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Burkina Faso : Un régime aux abois...

Page 4

Nigéria : Emeutes post-électorales dans le Nord

Page 5

Côte d'Ivoire

- Par la grâce de l'impérialisme français, le clan Ouattara s'installe au pouvoir

Après la chute de Gbagbo... (p. 9)

Page 10

Mali : Des milliers de personnes ont dénoncé dans la rue l'intervention impérialiste en Libye

Page 11

Tchad : Trois principaux partis d'opposition boycottent l'élection présidentielle

Page 12

Madagascar : La sortie de crise ne se traduit pas par un mieux être pour la population

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

BURKINA FASO

UN RÉGIME AUX ABOIS FACE A LA VAGUE DE CONTESTATIONS

Blaise Compaoré est confronté à la plus grande crise que son régime ait connue depuis son arrivée au pouvoir en 1987 à la suite d'un coup d'Etat contre son ex-compagnon d'armes Thomas Sankara.

Le mouvement de contestation a commencé le 22 février dans la ville de Koudougou (centre-ouest), dans le milieu des élèves et des étudiants. A l'appel des sections régionales de l'Association nationale des étudiants burkinabè (Aneb) et de la Coordination des élèves et étudiants burkinabè (CEEB), des milliers de jeunes manifestent pour protester contre la mort d'un des leurs, Justin Zongo, alors qu'il se trouvait entre les mains des policiers. Cette mort serait causée par des mauvais traitements et des tortures infligés par des policiers, mais les autorités croyaient pouvoir tromper les parents et les amis du défunt en invoquant une "méningite". Aussitôt les rues de cette ville ont été envahies par une foule en colère. Durant deux jours il y a eu des affrontements violents avec la police. Celle-ci a tué six manifestants et blessé 119 autres.

Les autorités croyaient avoir réussi à terroriser la population, en particulier la jeunesse, et que le calme allait revenir sans tarder. Mais les manifestations de rue ont continué malgré une présence des forces de l'ordre fortement armées. Les jeunes réclament "justice et vérité" sur la mort de Justin Zongo. Des lieux publics symbolisant le pouvoir (le siège du parti présidentiel et du gouvernorat) ont été incendiés ou saccagés, de même que la résidence de l'ex-Premier ministre Tertius Zongo. Des véhicules appartenant à l'Etat ont été brûlés, des commerces saccagés.

La colère est d'autant plus grande au sein de la population de Koudougou que ce n'est pas la première fois que les policiers assassinent en toute impunité. Tout le monde a encore en mémoire le nom du journaliste Norbert Zongo (originaire de cette même ville), assassiné en décembre 1998 alors qu'il enquêtait sur une affaire de meurtre mettant en cause François Compaoré, frère du président. Jusqu'à aujourd'hui sa mort est restée non élucidée. Tout le monde sait que c'est le président Compaoré qui a commandité l'assassinat et il fait tout pour étouffer l'affaire. D'autres meurtres impunis reviennent aussi en mémoire. Dans les rues, on entend parler de Blaise Sidiani, d'Émile Zigani, abattus en 1995, de Flavien Nébié, mort en 2000.

La contestation partie de Koudougou a fait tache d'huile. Elle a gagné de nombreuses villes de l'intérieur : Pô, Koupéla, Ouahigouya, Pouytenga ... On a assisté presque aux mêmes scènes qu'à Koudougou. Les

bâtiments publics ont été les cibles principales: commissariats et préfectures. La réponse de la police a été brutale. Il y a eu des morts et des blessés.

Après les élèves et les étudiants, ce sont les militaires qui expriment leur mécontentement dans les rues de Ouaga. Cela a commencé à la fin du mois de mars, suite à la condamnation et l'emprisonnement pour viols de quelques militaires. Aussitôt les soldats sont sortis des casernes en tirant en l'air. Ils ont pillé des boutiques, "réquisitionné" des véhicules appartenant à des civils et libéré certains de leurs collègues emprisonnés. Le maire de Ouagadougou, Simon Compaoré, n° 3 du parti au pouvoir, a été blessé par des soldats et son domicile saccagé. De nombreux commerces ont été pillés par les soldats.

De fil en aiguille presque toutes les casernes du pays ont été entraînées dans cette vague de contestation, y compris le régiment de la garde présidentielle, c'est-à-dire celui qui est sensé protéger le président lui-même. La résidence du chef d'état-major particulier du président a été complètement calcinée par les flammes. Du coup, Blaise Compaoré, ne se sentant plus protégé dans son palais présidentiel, s'est enfui pour se cacher durant quelques jours dans sa ville natale.

Le 16 avril, les commerçants en colère suite aux pillages de leurs magasins sont eux aussi sortis dans les rues pour protester contre l'incapacité des pouvoirs publics d'assurer leur protection. Le siège du gouvernement, l'Hôtel de ville et l'Assemblée nationale ont été vandalisés, des vitres brisées. Une partie du ministère du Commerce, ainsi que les véhicules garés dans la cour, ont été incendiés. Le siège du parti au pouvoir, le CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès) est parti en fumée. Des bus de la société publique Sotraco ont été incendiés.

Face aux déferlements de manifestations de rues qu'il n'arrive plus à contrôler, pour la principale raison que l'armée qui est la principale base de son pouvoir n'est plus sous son contrôle, la dernière action de ruse de Blaise Compaoré a été de dissoudre le gouvernement le 21 avril. 16 des 29 anciens ministres sont repris. Il s'est attribué le ministère de la Défense. A la suite de quoi il a annoncé à la télévision que le calme sera bientôt

rétabli et que tout reviendra dans l'ordre comme avant. Mais cela ressemble plutôt à un discours qui se veut rassurant d'un commandant de navire qui prend de l'eau.

Parviendra-t-il à juguler la vague de contestations sans précédent qui déferle sur le pays? Cela dépendra en partie de sa capacité à reprendre le contrôle de l'armée mais surtout de l'ampleur de la colère et de la mobilisation populaire à l'encontre de son régime. Car les véritables raisons de la colère populaire se trouvent dans la misère qui fait des ravages dans ce pays et qui touche l'écrasante majorité de la population. Pendant que les prix flambent, comment se procurer de quoi se nourrir quand près d'un habitant sur deux ne gagne même pas 1 000 FCFA (1,52 euro) par jour? Seule une toute petite minorité de privilégiés du régime et des hommes d'affaires qui prospèrent à l'ombre du pouvoir s'enrichissent et vivent comme des pachas. La corruption et le clientélisme ont gangrené tout l'appareil d'Etat.

Blaise Compaoré est assis sur un magot. Lui, sa famille et son clan se sont appropriés toutes les affaires juteuses du pays. Pas un contrat, pas une seule grande construction de travaux publics n'échappe à leurs griffes. Mais il est aussi assis sur une poudrière qui est en train d'exploser et qui pourrait l'emporter.

Dans cette vague de contestations, les travailleurs ne sont pas présents en tant que force politique. Les dirigeants des principales centrales syndicales sont tellement habitués à fréquenter les lieux du pouvoir qu'ils sont plus proches des préoccupations de celui-ci que de leur base. Et pourtant, les salaires, même dans la fonction publique, sont bloqués alors que les prix grimpent en flèche. Dans les entreprises privées, les conditions de travail se sont aggravées et les salaires rongés par la flambée des prix. Le chômage frappe aussi durement une grande partie de la jeunesse qui, une fois les études finies, se retrouve sur le pavé.

Si les petits salariés du public comme du privé ne veulent pas être les éternels laissés-pour-compte, il est nécessaire qu'ils se fassent entendre eux-aussi dans cette période de contestation pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs.

NIGERIA

EMEUTES POST-ELECTORALES DANS LE NORD

Lorsque les résultats de l'élection présidentielle du 16 avril ont été proclamés donnant la victoire dès le premier tour au président sortant Goodluck Jonathan, des émeutes de contestation ont éclaté dans les grandes villes du nord de ce pays, notamment à Kano. Le bilan est lourd puisque 400 personnes auraient été tuées, 400 blessées et plus de 40 mille déplacées. Le Nord est une région déshéritée où vivent une majorité de musulmans alors que la partie sud à majorité chrétienne regorge d'importantes richesses minières et surtout de pétrole.

Les affrontements inter ethniques ou inter confessionnels ne sont pas une chose nouvelle dans ce vaste pays, le plus peuplé du continent. C'est pratiquement depuis l'indépendance en 1960 que de tels événements y éclatent périodiquement entre les 200 ethnies se rattachant à trois grands groupes : Les Haoussas vivant au nord, les Yoroubas au sud-ouest et les Ibos au sud-est. Les colonisateurs anglais s'étaient servis des divisions ethniques pour établir un système fédéral qui fragilisait le pays. Ce système constituait une véritable bombe à retardement post coloniale puisque peu de temps après le départ des colonisateurs, les dirigeants des trois régions officielles s'affrontèrent pour le contrôle de l'appareil d'Etat.

Les grandes puissances actuelles ont aussi leur part de responsabilité puisque au gré des intérêts pétroliers de leurs capitalistes ils ont encouragé dans le passé des mutineries dans l'armée contre le pouvoir central.

Le Nigeria n'est malheureusement pas le seul pays du continent africain où des affrontements inter ethniques mettant en opposition des gens pauvres contre d'autres gens tout aussi pauvres qu'eux, ont lieu. C'est le cas actuellement en Côte d'Ivoire où la guerre entre les partisans des deux candidats n'est pas terminée malgré des centaines de personnes qui y ont laissé leur vie. Le sous-développement, la pauvreté, la misère et la famine, constituent un fléau qui ne cesse de se développer sur le continent. C'est sur ce terreau que poussent l'ethnisme, la xénophobie, les oppositions interconfessionnelles, les seigneurs de guerre et leurs bandes armées, etc.

Il faut espérer que dans tous les pays d'Afrique émergent des militants qui s'associent et

des organisations pour combattre les fondements du système capitaliste qui est au fond le véritable responsable de toutes sortes de calamités qui font des dégâts au sein des populations pauvres.



Scène d'émeute à Kano (nord du Nigeria).

La guerre du Biafra et les manœuvres des grandes puissances

En août 1966 le général Ironsi fut renversé par le général Gowon, à la tête d'une junte militaire originaire du nord. Dans le nord du pays la tension monta entre musulmans majoritaires et chrétiens. Des massacres furent perpétrés contre les Ibos. Beaucoup d'entre eux sont revenus dans le sud-est leur région d'origine. Le colonel Ojukwu, gouverneur militaire de cette région refusa de reconnaître l'autorité de Gowon. A la faveur de ses succès militaires il annexa la région du centre ouest riche en pétrole. Le 30 mai 1967 Ojukwu proclama l'indépendance du Biafra.

Gowon reçut le soutien de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Le Biafra fut soutenu par la France ainsi que par le Portugal, l'Espagne, l'Afrique du Sud et Israël. Le pouvoir fédéral refusa cette sécession et passa à l'offensive militaire. Finalement, après trente mois d'affrontement, les dirigeants biafrais ont capitulé le 12 janvier 1970. Entre temps, la guerre aura fait près de deux millions de morts. Les grandes puissances se sont trouvé un terrain d'entente et leurs compagnies pétrolières exploitent les puits en bonne intelligence pour le moment. Quant à la région du delta du Niger, elle reste aujourd'hui une zone convoitée par des bandes armées qui veulent s'approprier une partie de la manne pétrolière.

CÔTE D'IVOIRE

*Nous reproduisons ci-dessous des articles du journal
« Le Pouvoir aux Travailleurs » édité en Côte d'Ivoire*

PAR LA GRACE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS, LE CLAN OUATTARA S'INSTALLE AU POUVOIR

Après une parodie électorale qui n'a pas pu les départager, la lutte pour le pouvoir a été tranchée par les armes. Au bout de plusieurs jours de combats, Gbagbo et son clan ont fini par être écrasés par les troupes françaises qui ont préféré Ouattara à son rival.



Quattara devant un parterre de généraux fraîchement ralliés

Dans les quartiers populaires, il y en a qui sont déçus de la défaite du clan Gbagbo. D'autres se réjouissent de la « victoire » du clan Ouattara. Ce qui est certain, c'est que Gbagbo comme Ouattara sont dans le même camp, celui des riches.

Comme il fallait s'y attendre, la première mesure proposée par Ouattara est en faveur des riches. Il leur a promis que l'Etat dédommagera ceux d'entre eux qui ont subi des pertes suite aux pillages. Les plus riches empocheront ainsi de l'argent, à commencer par les capitalistes français. Mais ce ne sera certainement pas le cas des petits boutiquiers de quartier qui ont été pillés. Oh, l'argent des indemnisations sera peut-être bien décaissé des caisses de l'Etat mais on peut faire confiance à ces « nouveaux » venus au pouvoir pour s'en mettre plein les poches, comme savaient le faire les « refondateurs ».

Quant aux populations pauvres - dont certains ont eu leur maison pillée - qui subissent

de plein fouet les effets de cette guerre qui ne les concerne pas, Ouattara n'a proposé aucune mesure semblable à celles proposées aux riches. Il s'est juste contenté de déclarer qu'il "partage leur douleur". Pourtant le prix du kilo de riz est passé par moment de 350Fr à 800Fr ; le litre d'huile de 900Fr à 2500Fr ; la boîte de charbon de 100Fr se vendait jusqu'à 1000Fr dans certains quartiers. Même en admettant que les prix des marchandises reviennent à leur prix initial, quel ouvrier a l'argent pour payer ? Même ceux d'entre nous qui avons encore un emploi, nous n'avons plus de revenu depuis plusieurs jours. De plus, depuis bien longtemps, notre salaire ne vaut rien par rapport au coût de la vie. Pourtant, si aux riches, Ouattara a promis de l'argent, pour nous les travailleurs, il n'a rien !

Alors, camarades ouvriers, si nous ne voulons pas crever de faim, il n'y a pas deux solutions ! Il nous faudra nécessairement, tôt ou tard, engager la lutte contre les riches qui nous exploitent ! Ouvriers Bété, Dioulà, Burkinabé, Ebrié, Baoulé, nous devons nous unir ! C'est seulement ainsi que nous pouvons espérer changer notre situation !

Nous devons nous préparer à combattre non seulement les riches qui nous exploitent, mais aussi le gouvernement qui se mettra inévitablement sur notre chemin. Nous aurons à lutter contre la même police, la même gendarmerie, la même armée, les mêmes bandes de racketteurs, de pilleurs et d'assassins qui s'en prennent surtout aux pauvres ! Ouattara remettra en service les mêmes juges et les mêmes inspecteurs de travail corrompus que sous Gbagbo. Le pouvoir a changé de main mais l'appareil d'Etat reste le même. Il œuvre pour les riches, contre tous les pauvres !

CÔTE D'IVOIRE

**LES POPULATIONS PAUVRES N'ONT PAS FINI
DE PAYER LE PRIX DE L'AFFRONTEMENT ARME
ENTRE LES CLANS OUATTARA ET GBAGBO**

Après un peu plus de 15 jours d'arrêt des activités économiques dans la ville d'Abidjan, la situation revient petit à petit à la "normale" depuis le lundi 18 avril. Le clan Ouattara, épaulé par les forces françaises, a fini par écraser militairement les forces armées de Gbagbo. Aujourd'hui, des gens armés, il y en a partout. Les populations pauvres sont loin d'avoir fini de payer les conséquences de cette guerre entre bandes rivales. Qui sont ces gens armés ? Qu'advient-il d'eux ?

Les Fds

Dans leur écrasante majorité, exceptée la garde républicaine et peut-être une partie de la marine, on a vu que les Fds n'ont pas participé à cette guerre. Oh, non pas parce qu'elles n'ont pas été invitées par l'un ou l'autre clan, mais parce qu'elles sont constituées essentiellement d'éléments formés non à combattre une autre armée, mais spécialisés dans le racket, particulièrement au racket des populations pauvres non organisées et vulnérables.

Cette « armée » continuera, comme par le passé, à toucher salaires et primes, et à être choyée. Cette fois-ci par le nouveau pouvoir. Pour l'instant, les Fds ne sont pas en mesure de reprendre le racket des populations pauvres, les Frci leur ayant pris la place. D'ailleurs, plus d'une semaine après la reddition de Gbagbo, on ne les voit toujours pas, ni sur les voies publiques, ni dans les commissariats.

Les miliciens de Gbagbo

Qui sont-ils et combien sont-ils ? A Abidjan, il s'agit, pour la plupart, de désœuvrés gagnés par la haine contre les Dioulàs. Ils sont xénophobes et il y a chez eux un petit relent anti-français. Il s'agit de ces jeunes qui s'étaient portés candidats à l'enrôlement organisé par Blé Goudé et le Général Mangou, quelques jours avant l'offensive des Frci. Ceux qui ont été recrutés ont

peut-être trouvé un revenu et aussi l'espoir, un jour, de se faire enrôler dans l'armée ivoirienne et de bénéficier aussi de ses avantages.

Avec la défaite du clan Gbagbo, plusieurs de ces miliciens ont certainement été désarmés par les Frci. Mais ceux d'entre eux qui sont dispersés dans les quartiers disposent toujours d'armes et de munitions. S'ils échappent au désarmement et aux perquisitions, quel intérêt ont-ils de rendre leurs armes ? Ouattara a-t-il les moyens de les désarmer de force ? Il semblerait, en tout cas, que les hommes de Ouattara ont quelques difficultés à demander à leurs soldats du Frci d'aller se frotter aux miliciens qui leur résistent à Yopougon. C'est à croire que les Frci obéissent aux ordres de leur hiérarchie uniquement quand ils ont quelque chose à gagner. Or, ils ont justement tout à perdre à aller faire la guerre à Yopougon, y compris le butin que chacun d'entre eux a pu accumuler dans leurs rapines.

Par ailleurs, des miliciens ayant combattu pour Gbagbo et qui sont toujours armés, il n'y en a pas qu'à Abidjan. Ils sont nombreux dans les villes et villages côtiers et lagunaires. Ils sont aussi nombreux à l'Ouest, le long de la frontière libérienne.

Les « commandos invisibles »

Dans la commune d'Abobo aussi, des combattants se réclamant du sergent-chef IB (Ibrahim Koulibaly) refusent pour l'instant de déposer les armes. IB conditionne le désarmement de ses troupes par une reconnaissance du nouveau pouvoir des services rendus. Il estime que ce sont les « commandos invisibles », dont il réclame la paternité, qui ont ouvert la brèche à Abobo contre les forces armées de Gbagbo. Que revendique donc IB ? Pour lui, peut-être de l'argent en plus de l'impunité. Pour une partie de ses troupes peut-être aussi l'enrôlement au sein de la future armée de la Côte d'Ivoire. Il est difficile de savoir ce qui se passe dans les coulisses des négociations, si négociations il y a. Pour l'instant, Ouattara et Soro

ne semblent pas vouloir lâcher quelque chose à IB et à ses miliciens. Ouattara leur a même sommé de déposer les armes.



Ibrahim Koulibaly (IB) qui se dit chef des "commandos invisibles"

Accessoirement, on peut se poser aussi la question de savoir quelle est la proportion de miliciens recrutés par IB, ou de ceux qui se réclament de lui, parmi ces « commandos invisibles » ? Quelle est la proportion des pro-Ouattara ? Quelle est la part des « volontaires », uniquement guidés par l'opportunité de posséder une arme et d'en faire usage pour racketter les populations pauvres et piller ? Il est difficile d'y répondre. Ce qui est certain, c'est que dans cette situation de désordre et de misère, tous ceux-là continueront à tuer, à piller et à semer la peur dans les quartiers pauvres.

Les Frci



Des miliciens pro-Ouattara

Les soldats de Soro-Ouattara appelés Frci sont un mélange de Forces nouvelles (Fn), c'est-à-dire d'ex-Fds mutinés en 2002 auxquels s'étaient ajoutés des miliciens recrutés en 2002. A ceux-là se sont maintenant ajoutés quelques milliers de miliciens nouvellement recrutés au Nord pour combattre les troupes de Gbagbo. Ce sont essentiellement des paysans et des désœuvrés des villes, auxquels se sont peut-être ralliés aussi des

éléments recrutés parmi les désœuvrés Dioulà d'Abidjan. Dans tous les cas, l'écrasante majorité des Frci sont des ressortissants du nord.

Les Frci sont aujourd'hui les maîtres d'Abidjan. Ils sont partout : ils surveillent aussi bien l'intérieur des quartiers que les grandes artères. Ils règlent la circulation. Ils sont devant les magasins et les stations d'essence. Ils surveillent les bâtiments administratifs. Ils empêchent les bandes de pillers d'agir. Eux-mêmes tuent, volent et pillent en toute impunité.

Qui paient ces Frci ? Manifestement, ils se paient pour l'essentiel eux-mêmes. On peut imaginer que leurs chefs, les Chérif Ousmane, Koné Zackaria, Wattao, Vetcho, Morou et au-dessus d'eux, les Soro Guillaume, palpent de l'argent pour le compte de ces combattants. Mais quelle est la part d'argent détourné par la hiérarchie ? Le fait que ces soldats rechignent aujourd'hui à aller combattre les miliciens à Yopougon, n'est-ce pas un signe qu'ils n'ont pas vraiment de compte à rendre à leurs hiérarchies ?

Que peuvent maintenant espérer ces Frci ? S'enrôler dans la future armée de la Côte d'Ivoire ? Pour l'écrasante majorité, certainement pas. Ouattara n'en saura quoi faire ! Il a d'ailleurs déjà beaucoup à faire avec les Fds et les Fn.

Ce qui implique à terme le désarmement de ces Frci et leur renvoi à leur occupation initiale. Mais faudrait-il encore pouvoir le leur imposer, d'autant plus qu'ils auront eux aussi des revendications, notamment un pécule à exiger. Qui pourra les désarmer ? Les Fds ?

Le danger pour les populations pauvres

Ouattara ayant atteint son objectif qui était d'accéder au pouvoir, a aussitôt déclaré que « la guerre est finie. Il faut que tout le monde dépose les armes ». Mais le passage du discours aux actes est plus que problématique. Qui sera donc chargé d'exécuter ce désarmement des coupeurs de routes qui sèment la terreur un peu partout, des miliciens de Gbagbo, à Abidjan, dans les villes et villages, comme ceux, nombreux, dans l'Ouest du pays. Il y a IB et ses « commandos invisibles ». Il y a les « volontaires ». Et pour finir, il y a aussi les Frci qui, eux, se comptent par milliers.

Ce n'est pas demain la veille que tout ce monde sera désarmé. En attendant, toutes ces bandes armées feront comme les Fds et les Fn, ils

sèmeront la mort et parasiteront les populations pauvres déjà dans la misère.

Ce n'est certainement pas Ouattara qui pourra les empêcher de se comporter comme des bandits envers les populations pauvres, même s'il

le voulait. Lui et son clan, les Bédié, les Soro, les Mabri et autre Lmp, seront bien plus occupés à se disputer les postes lucratifs, à servir les riches et à se servir eux-mêmes !

CÔTE D'IVOIRE

HISTOIRE D'UNE FOLLE JOURNÉE DANS L'ENFER DES MILICIENS PRO-GBAGBO A YOPOUGON

Voici le témoignage d'un ouvrier du bâtiment qui est parti voir sur son lieu de travail situé à Yopougon Niangon sud, route Azito :



Des habitants fuyant les bombardements à Yopougon

« Ce 22 avril, après 3 semaines d'absence, j'ai décidé de de me rendre sur mon chantier où j'ai laissé deux cousins qui sont restés sur place pour surveiller le matériel. Le Gbaka qui nous transportait depuis Adjamé nous a laissés à la Siporex. De là, j'ai appris que depuis que les combats font rage entre les miliciens et les soldats pro Ouattara, Yopougon est divisé en deux. La partie sud-ouest jusqu'au centre est occupé par les miliciens. Le transport en commun, même les taxis communaux n'ont pas droit de pénétrer dans leur périmètre.

Nous avons été obligés de faire le reste du chemin à pied depuis la pharmacie Siporex jusqu'à Niangon. Sur notre chemin, le premier barrage des miliciens se trouve à la pharmacie Kénéya. Ces jeunes en armes dont une bonne majorité est composée de mercenaires libériens, ne comprenant pas le français, sont très excités. Ils braquent leurs armes, position de tir sur tout

véhicule qui s'avance vers eux. A chaque barrage, nous levons les bras. Ils nous demandent nos pièces d'identité en insistant : « celui qui n'a pas de pièce d'identité doit payer 2000 F. Quand je brandis la carte, ils ne contrôlent pas et me laissent passer. Mais ceux qui n'ont pas leur pièce et qui ont été mis de côté, je ne sais pas quel sort leur est réservé. Déjà à plusieurs endroits, je les ai vu terroriser les gens en tirant en l'air ou dans le sol près du pied de celui qu'ils veulent intimider.

J'ai passé une nuit calme malgré quelques coups sporadiques de "kalache". Le lendemain, j'ai pris un autre chemin pour le retour. Mais j'ai dû rebrousser chemin à plusieurs reprises parce que les miliciens pillaient magasins, banque et même les domiciles des habitants de Niangon-nord. Ils s'attaquaient aussi à tous les passants, les dépouillaient. J'avais peur d'être appréhendé par eux car il y a de cela deux semaines, deux de mes collègues carreleurs avaient passé une mauvaise matinée en leur compagnie tout simplement parce qu'ils avaient dit qu'ils étaient d'Abobo.

La population excédée raconte que depuis la chute de Gbagbo, ces miliciens sont livrés à eux-mêmes. Donc, ils s'en prennent à la population pour trouver de quoi manger. A deux pas de là, dans le quartier Ananeraie et Maroc, se sont les éléments de FRCI qui sont postés, embusqués derrière des baraques de fortune.

C'est l'insécurité totale dans cette énorme commune car les uns et les autres vous rackettent, chacun à son tour. »

CÔTE D'IVOIRE

**APRES LA CHUTE DE GBAGBO
LES SOLDATS DE OUATTARA PILLENT
LES DOMICILES DES POPULATIONS !**

Les soldats de Ouattara venus déloger Gbagbo de la résidence présidentielle se sont livrés à des actes de pillage. Les habitants de plusieurs communes d'Abidjan ont été victimes de tels actes.

Le 12 avril, certains de ces soldats venus piller le domicile de l'ex-Directeur général de la RTI habitant le quartier SIPIM 4 situé à la Riviera, ont assiégé le coin. Après avoir vidé le domicile du DG, qui d'ailleurs avait fui sa maison avant leur arrivée, ils ont passé en revue certaines habitations. Les deux véhicules "Kia" qui leur servaient de transport des objets volés étant remplis, ils exigeaient de l'argent chez les autres habitants visités. Ils terrorisaient les populations et menaçaient d'exécuter quiconque refuserait de se plier à leur volonté. Dans les maisons où ils trouvaient des garçons d'un certain âge, ils

exigeaient la somme de deux cents mille francs faute de quoi ils menaçaient de les embarquer avec eux.

Ailleurs, ils ont menacé d'exécuter une fille de cinq ans si le père ne leur donnait pas la somme de deux millions. Après négociation, ils ont accepté de se contenter de 950 000 francs. Ailleurs encore, ils ont volé un véhicule 4X4 plus la somme de quinze millions de francs cfa.

Le quartier est devenu une mine d'or pour eux. Un jour sur deux, ils viennent pour piller les maisons où ils ne sont pas encore passés. Après le pillage, les mêmes bandits en tenues militaires demandent aux riverains de payer cinq mille francs par mois pour assurer la sécurité dans le quartier.

**TEMOIGNAGE PENDANT LE CONFLIT ARME ENTRE
DES PRO GBAGBO ET DES PRO OUATTARA**

L'offensive à Abidjan des forces armées fidèles à Ouattara, a aggravé la paralysie des activités dans la ville d'Abidjan.

Les champs de bataille étaient situés dans les quartiers d'Abidjan nord (Adjamé, Plateau, Cocody, Yopougon et Abobo), mais la situation de terreur et de désolation régnait aussi dans les quartiers au sud d'Abidjan (Treichville, Marcory, Port-Bouet et Koumassi). Dans tous ces quartiers à l'instar des quartiers nord, des groupes de pillards, parfois lourdement armés, se sont formés. Ces groupes ont dévalisé non seulement plusieurs magasins et structures de commerces, mais aussi des domiciles des riches de Marcory. Il faut souligner que la plupart de ces vols ont été perpétrés autant par les combattants de Ouattara que par des civils, des jeunes, des femmes et des enfants issus des quartiers pauvres.

A Koumassi, tous les produits de consommation courante, faute d'approvisionnement, ont connu une forte augmentation. Ainsi le coût d'une boîte de charbon qui était

ordinairement de 200 f, est passé à 500 f voire 1000 f à des moments ; le prix du kilogramme de riz a doublé, etc. Ainsi, les populations pauvres étaient réduites à manger du riz blanc une fois par jour. Certaines personnes n'avaient même pas d'argent pour s'offrir ce maigre repas.

L'ONU CI avait entrepris de distribuer du riz aux populations à la zone industrielle de Koumassi. Mais elle ne s'est même pas donné la peine d'organiser la distribution. Tout s'est déroulé dans un désordre total. Plusieurs personnes, ont été écrasées pendant les bousculades. Il y en a qui ont perdu la vie. Les combattants des FRCI ont contribué à aggraver ce désordre. Ils tiraient pour écarter l'immense foule et entraient dans l'entrepôt où étaient stockés le riz et l'huile pour s'en accaparer. Ils ont fait comme cela plusieurs voyages avec leurs véhicules au mépris total de la grande foule des gens affaiblis par la faim. Certaines personnes ont dû s'acharner durant trois jours, pour au bout du compte obtenir cinq kg de riz et un peu d'huile pour toute une famille. De quoi tenir juste quelques jours.

MALI

DES MILLIERS DE PERSONNES ONT DENONCE DANS LA RUE L'INTERVENTION IMPERIALISTE EN LIBYE

Répondant aux appels des associations islamistes, des mouvements de jeunes, de certains partis politiques et de certaines personnalités regroupés au sein de la "Coalition malienne de soutien à Mouammar Kadhafi", plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues de Bamako les 12 et 25 mars. La seconde manifestation a été la plus importante. La marche a commencé au Centre islamique d'Hamdallaye, les manifestants sont passés devant la Direction de la police des frontières et ont fait une halte devant la Représentations diplomatique libyenne et fini à la Place de l'Indépendance.

De nombreuses pancartes affichaient des slogans hostiles à Sarkozy et à Obama. Les gens scandaient : "A bas Sarkozy ! A bas Obama ! Vive Kadhafi!".



Manifestation dans les rues de Bamako le 25 mars

Officiellement, le gouvernement malien n'était directement pas parti prenante de ces manifestations mais ce n'est un secret pour personne qu'ATT entretient des liens assez étroits avec le régime de Kadhafi. Ce dernier a largement arrosé le gouvernement malien. Il a financé, entre autres une cité administrative qui a permis d'installer tous les ministères dans un seul grand ensemble à Bamako. Il a financé la construction des hôtels de luxe et remis sur pieds ceux qui étaient en mauvaise situation financière. Il a renfloué les caisses des entreprises

d'Etat qui avaient du mal à payer les salaires, financé la construction d'un pont sur le Niger, etc.

Du côté des islamistes, Kadhafi s'est aussi fait des amis en finançant la construction des mosquées par-ci, en payant des groupes électrogènes par-là. Ses discours panafricanistes et antioccidentaux plaisent également à certains jeunes qui voient en lui un homme qui ose tenir tête aux tenants du monde impérialiste. Ce sont toutes ces raisons qui ont fait que de nombreuses personnes ont tenu à manifester leur soutien à ce dictateur.

Le fait que les grands média d'Etat français (notamment RFI qui possède pourtant un correspondant local permanent à Bamako) ont complètement "ignoré" ces manifestations, pourtant très rares à Bamako, illustre une certaine volonté de l'Etat français de ne pas mettre les caméras et les projecteurs là où cela ne l'arrange pas.

L' "anti-impérialisme" de Kadhafi est aussi fallacieux que la prétendue "volonté de venir au secours des populations civiles" qu'Obama, Sarkozy et Cameron ont avancé pour justifier leurs opérations militaires en Libye.

La dictature et la terreur que Kadhafi faisait régner en Libye depuis plus de quatre décennies n'a pas du tout dérangé les dirigeants impérialistes. Bien au contraire, ils l'ont armé jusqu'aux dents pour mâter toute tentative de déstabilisation de son régime. Sarkozy et Berlusconi l'avaient même accueilli en grande pompe. C'est un grand client pour les fabricants d'armes. Les richesses pétrolières de la Libye sont exploitées par des trusts occidentaux qui engrangent d'énormes profits sur le dos de la population libyenne. Kadhafi et son clan ont largement puisé dans les caisses de l'Etat avec la bénédiction des trusts et le soutien des dirigeants impérialistes. Aujourd'hui qu'il ne leur est plus utile, ils essaient de s'en débarrasser pour mettre à sa place quelqu'un de plus malléable et plus docile.

MALI**UNE FEMME CHEF DE GOUVERNEMENT**

Le président malien, Amadou Toumani Touré (ATT), a nommé le 3 avril dernier une femme comme Premier ministre. Elle s'appelle Sidibé Mariam Kaïdama et a déjà eu des responsabilités dans la haute sphère de l'administration malienne. Elle remplace à ce poste l'ancien premier ministre, Modibo Sidibé qui a démissionné.

Bien sûr c'est rare qu'en Afrique une femme soit nommée à la tête de gouvernement. Comme partout ailleurs les femmes maliennes participent entièrement dans la vie économique, s'occupent de la vie matérielle dans toutes les familles, mais par contre on leur demande rarement leur avis dans les grandes décisions. Encore moins au niveau des responsabilités gouvernementales. En plus les maliennes sont victimes des pratiques moyenâgeuses telles que l'excision, le mariage forcé, la polygamie.

Il faut croire qu'ATT veut faire un geste en direction des femmes. C'est bientôt les élections présidentielles. Cela veut peut-être dire que Madame Sidibé ne va pas rester longtemps à son poste de Premier ministre, mais au passage ATT veut cueillir les voix des femmes s'il se présente.

En tout cas tant mieux qu'une femme soit à la tête d'un gouvernement, mais il ne faut pas croire que cela va changer le sort des femmes maliennes. Pour que la condition de la femme s'améliore, il faudrait que des femmes mais aussi des hommes luttent contre la situation actuelle, contre la polygamie et toutes les pratiques de mutilation sexuelle, etc.

De telles luttes existent au Mali mais à une échelle insuffisante par rapport au poids des organisations islamistes qui empêchent toute évolution dans le sens du progrès.

TCHAD**TROIS PRINCIPAUX PARTIS D'OPPOSITION
BOYCOTTENT L'ELECTION PRESIDETIELLE**

Convaincus qu'il s'agit d'une nouvelle «mascarade électorale», trois principaux partis d'opposition ont retiré leur candidature, et ont organisé en commun un meeting à Ndjaména le 23 mars, dernier jour de campagne, rassemblant des centaines de personnes. Les leaders de ces trois partis ont rappelé les fraudes massives organisées par le régime lors des dernières élections présidentielles et législatives et dénoncé la Commission électorale indépendante (CENI) acquise à la cause de Déby.

Ces trois partis sont : l'Union nationale pour le renouveau et la démocratie (UNRD) de Kamougué qui dit : « Déby a la CENI qu'il veut, il y a des fraudes, l'administration travaille pour le parti, il y a un déploiement insolent d'argent, alors que le peuple vit dans la misère ». Cet homme qui fut Vice-président sous Goukouni Oueddei puis ministre de la Défense sous Déby et qui s'est bien rempli les poches avant de devenir "opposant" sait de quoi il

parle. Pour l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR) de Kebzabo : «Pour ce qui me concerne, il n'y a pas d'élection ».

Quant à Yorongar de la Fédération action pour la république (FAR), il s'associe aux deux autres partis pour « manifester le rejet d'un système» en place vieux de 22 ans.

Ces trois principaux partis n'étant plus dans la course, Idriss Déby est pratiquement le seul candidat à sa succession ; il est assuré de sa victoire, même au premier tour, comme le laisse entendre son entourage.

Rappelons que Deby est arrivé au pouvoir en 1990 à la tête d'une bande de rebelles ; il a réussi à chasser le dictateur en place, Hissen Habré (en exil à Dakar au Sénégal), avec le soutien actif de l'armée française installée au Tchad depuis plusieurs années. Les 22 années de Déby étaient jalonnées par des

tentatives des autres rebelles pour la prise du pouvoir. La dernière tentative remonte à 2008. Des rebelles étaient entrés à Ndjaména, et le régime allait s'effondrer s'il n'y avait pas eu l'intervention de l'armée française. De plus les élections sont supervisées par le gouvernement français qui assure le transport des bulletins dans les coins reculés ou inaccessibles du pays par leurs hélicoptères.

Cette campagne présidentielle se déroule sur un fond de crise sociale aiguë : si les inondations de l'année dernière dans le sud du pays ont fait le bonheur de certains petits paysans, la plupart vit tout de même difficilement, tout comme les travailleurs du secteur privé et les petits fonctionnaires et employés de l'Etat. Leur maigre salaire n'a pas bougé depuis des années alors que les prix des denrées de première nécessité ont augmenté, certains

ont même doublé ou triplé. Le Smig (25000 francs CFA) n'a pas non plus été relevé alors que le coût de la vie est devenu plus cher.

Il est vrai que le gouvernement a fait construire de nouvelles rues goudronnées dans certains quartiers pauvres à la périphérie de Ndjaména, avec les dividendes dues à l'exploitation du pétrole. Mais il n'a pas pensé à l'eau potable qui manque cruellement ; il y manque également de l'électricité. Ce qui favorise les vols et autres actes de brigandage dès la tombée de la nuit.

Cette élection présidentielle tout comme les autres élections ne peut changer ou améliorer les conditions de vie des populations pauvres. Seules les luttes des travailleurs et des petites gens, s'ils sont regroupés et organisés, peuvent changer leur sort.

MADAGASCAR

LA SORTIE DE CRISE NE SE TRADUIT PAS PAR UN MIEUX ETRE POUR LA POPULATION

Le chef d'Etat Andry Rajoelina et son gouvernement ne ratent aucune occasion pour déclarer leur satisfaction de voir la fin probable de la crise politique qui secoue le pays depuis un an et demi. La mise en place du nouveau gouvernement de transition qualifié d'ouverture du fait que les principaux partis d'opposition sont associés, est perçue comme allant dans le sens de « la feuille de route » prescrite par l'Onu, en fait par les grandes puissances. L'Onu et la Sadc (Communauté économique des Etats de l'Afrique australe) dont Madagascar fait partie, qui ne reconnaissent pas le régime actuel du fait qu'il n'est pas issu d'élections libres, ont assoupli leur position et entrouvert leurs portes au dirigeant. Andry Rajoelina qui n'était pas en odeur de sainteté auprès de plusieurs pays, vient d'être reçu en grande pompe durant une semaine en Namibie, pays qui préside actuellement la Sadc.

Les dirigeants actuels de Madagascar présentent la reconnaissance internationale comme étant le sésame qui ouvrirait l'accès aux prêts bancaires internationaux et par voie de conséquence à la fin de la période de stagnation et de la crise économique en cours dans le pays. C'est sur recommandation des instances internationales qu'ils

ont sorti de prison quelques notables du parti de Ravalomanana et de celui de Ratsiraka et ont associé quelques uns aux instances dirigeantes. Et puis cela leur permet de ne pas les avoir à dos et de désamorcer quelque peu les tensions politiques et sociales.



Andry Rajoelina (à droite) et son Premier ministre, Camille Vital

Il est possible que les affaires des classes riches aient eu à pâtir du climat d'instabilité et du ralentissement des échanges économiques consécutives à la crise, mais c'est sans commune

mesure par rapport à ce qu'endurent les classes pauvres, crise ou pas crise.

Dans les grandes villes, chaque soir des familles entières investissent les trottoirs pour y passer la nuit. Elles proviennent des villages déshérités, surtout du sud du pays défavorisé par le climat aride. La situation de Kéré (famine) qui frappait la province de Toliara de façon épisodique, perdure depuis plusieurs années. Ces dernières semaines plusieurs dizaines de personnes sont mortes dans cette ville des conséquences indirectes de la pauvreté. Elles ont été empoisonnées par des poissons toxiques achetés à bas prix sur les étals des marchés. Les autorités ne font pas grand-chose en terme de contrôle sanitaire. Les hôpitaux se révèlent impuissants du fait que le minimum leur fait défaut. De nouvelles personnes continuent de mourir presque chaque jour et les autorités ne s'en préoccupent pas outre mesure. Des coups de colère des familles touchées éclatent sous forme de démarches auprès des instances locales, mais celles-ci s'en sortent en se contentant de compatir ou de faire des gestes symboliques de solidarité minimale.

Le climat actuel de calme relatif est mis à profit par les dirigeants pour essayer de renflouer les caisses de l'Etat en prélevant dans les poches des classes pauvres mais aussi dans celles des petits commerçants et même des grossistes. Sous prétexte de lutte contre le commerce parallèle, il a été mis en place des taxes nouvelles. La pilule n'est pas passée puisque deux mille commerçants sont descendus dans les rues pour dire non à ces mesures.

Des foyers de tension disparates subsistent aux quatre coins du pays. Par exemple plusieurs

administrations sont en grève pour protester contre le non paiement des salaires de façon régulière. La rentrée universitaire 2010 n'a toujours pas eu lieu, pour cette même raison.

Le tourisme a quelque peu repris depuis l'année dernière. Le gouvernement s'emploie à séduire les tour opérateurs en leur proposant des facilités attractives. Il fait aussi le calcul que le climat de crise dans les pays arabes pourrait détourner des touristes au profit de Madagascar, pour cette année du moins. La manne touristique intéresse le gouvernement car elle peut lui rapporter de l'argent dans les caisses. Elle intéresse aussi une ribambelle de petits bourgeois propriétaires d'hôtels, de restaurants, de véhicules 4x4 de location, de cabinets de massage relaxant, de magasins de vente de pierres précieuses ou d'objets de l'artisanat et autres lieux prisés par une clientèle venant des pays riches. Cette couche de privilégiés petits et grands, d'affairistes en tout genre, constitue la base sur laquelle le régime s'appuie. Actuellement tous ces gens semblent trouver leur compte. Les gens pauvres profitent peu des retombées touristiques. Mais il est vrai que quelques emplois saisonniers se créent dans la filière en période estivale ou aux alentours des fêtes.

Andry Rajoelina fait tout son possible pour être dans les bonnes grâces des grandes puissances, des banques mondiales et des possesseurs de capitaux susceptibles d'investir dans le pays. Il est lui-même homme d'affaires et à ce titre n'ignore pas que les classes qui constituent sa base sociale sont intéressées par la reprise économique et se détourneront de lui en cas d'échec au profit d'un nouvel homme providentiel.

LES MIGRANTS TUNISIENS INDESIRABLES DANS LES PAYS EUROPEENS

Cela fait deux mois que des milliers de personnes quittent la côte de la Tunisie, dans des embarcations vétustes, pour atterrir sur l'île italienne Lampedusa. Il faut imaginer que pour fuir la misère, ils ont risqué leur vie en traversant la mer. Déjà des dizaines sont morts noyés. Il n'y a pas que des Tunisiens, il y a aussi ceux qui ont fui la guerre en Lybie, particulièrement des Erythréens et des Somaliens. Evidemment tous ces migrants ne sont pas accueillis les bras ouverts par l'Etat italien. On leur crée des tracasseries dont sont victimes les

clandestins en Europe. Certains sont parqués dans l'île et d'autres dans des camps de rétention au sud de l'Italie et en Sicile.

En premier le gouvernement italien tente de les rapatrier vers la Tunisie. Mais cette dernière refuse. C'était plus facile avec Kadhafi qui avait accepté de jouer le garde frontière. Les travailleurs immigrés qui tentaient de passer par la Lybie pour aller en Europe étaient arrêtés, emprisonnés dans des camps de détention, dans des conditions révoltantes,

et il y avait même eu des morts. Du coup l'Italie essaie de négocier avec le gouvernement tunisien pour que ce dernier empêche les gens de quitter clandestinement son territoire vers l'Italie, et cela moyennant des aides financières non négligeables.



Arrivée de migrants à Lampedusa en Italie

Pas plus que les autres gouvernements des pays européens celui de Berlusconi ne veut de cet afflux de migrants sur son territoire. Mais il sait qu'une grande partie de ceux qui arrivent à Lampedusa souhaite aller vers d'autres pays européens, particulièrement vers la France. A défaut de pouvoir les renvoyer tous chez eux, il a décidé de fournir un papier à une vingtaine de milliers de ces migrants pour leur permettre de circuler dans l'espace Schengen. Cela n'a pas plu aux dirigeants des pays voisins qui considèrent ces "clandestins" comme des indésirables. L'Allemagne, l'Espagne et d'autres pays européens refusent de les accepter. La

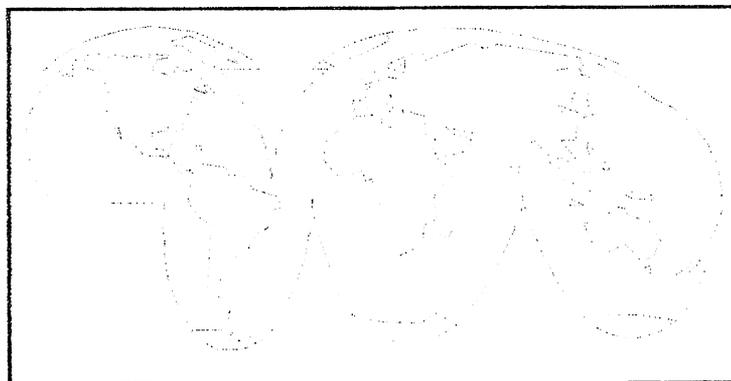
France refoule tous les migrants qui, munis du papier officiel délivré par les autorités italiennes, arrivent sur son territoire, particulièrement ceux qui prennent le train en provenance d'Italie.

En France, le parti d'extrême droite de Marine Le Pen profite de cette situation pour développer sa propagande raciste. Pour les prochaines élections présidentielles la droite et l'extrême droite vont certainement s'emparer du problème pour se faire concurrence.

Les dirigeants des pays capitalistes sont très complaisants envers les dictateurs dans des pays du Tiers monde, et cela afin de s'emparer des richesses de ces pays. Cette domination a comme conséquences directes la misère et la famine. Ces Etats capitalistes sont responsables de ce qui arrive en Tunisie, en Lybie et ailleurs. C'est ainsi que des centaines de milliers de pauvres ont quitté la Côte d'Ivoire lors de la crise politique de ces derniers mois. En plus des morts causés par les affrontements entre bandes rivales, la population est en train de subir l'augmentation des prix et la perturbation de la vie économique.

Les Etats capitalistes, soi-disant pour rétablir la démocratie, interviennent dans la politique des pays du Tiers monde et en même temps ils ne veulent pas subir les conséquences de leurs actes de domination. Ils sont responsables de ce système pourri. Les prolétaires de tous les pays ont tout intérêt de le détruire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.